Impôt sur le revenu

M. Chrétien: La question a été débattue à fond avec les dirigeants des sociétés minières. Nous avons mis l'accent sur la mobilité de la main-d'œuvre et nos interlocuteurs ont trouvé que nous leur proposons un compromis satisfaisant. Nous sommes persuadés qu'il y aurait des abus si on permettait par exemple à quelqu'un de vendre sa maison et de demander à sa société un prêt à des conditions avantageuses pour s'acheter une autre maison dans la même rue ou peut-être pour s'acheter une plus grosse maison. Ce n'est pas là l'objectif du programme; il vise plutôt à encourager la mobilité.

M. Smith (Churchill): Je comprends ce que le ministre raconte. J'attire une fois de plus votre attention sur le fait que l'ouvrier qui habite déjà une ville minière et loge peut-être dans un appartement loué ou dans une maison d'appartements de la société, ne pourrait pas profiter de cette mesure pour s'acheter une maison. Par contre, une personne arrivant dans une ville minière et venant de Dieu sait où aurait immédiatement droit à ce programme d'aide. Cet argument sera invoqué à de nombreuses reprises par les individus intéressés, surtout si nous tenons compte de l'expansion actuelle de certains centres miniers.

M. Chrétien: Je me ferai un devoir d'étudier cet aspect de la question. Je sais que cet argument est valable dans certains cas bien précis, mais en général, nous avons jugé qu'il suffirait, pour éviter les abus, de prendre des précautions extrêmes. Nous tiendrons compte toutefois de l'argument avancé par le député.

M. Smith (Churchill): Je crois que la limite de vingt-cinq milles serait en soi une cause de soucis pour les gens qui habitent, disons, à la limite même ou encore à un ou deux milles à l'extérieur de cette limite. La loi sera-t-elle assez flexible pour s'appliquer à ceux qui seront dans cette situation?

● (1722)

Les rédacteurs du bill n'ont pas fait beaucoup de cas des régions éloignées. Pourtant, nous dépendons d'elles dans une large mesure puisqu'elles sont les véritables régions productrices du Canada. Il faut accorder la plus grande importance au logement de ceux qui travaillent à l'exploitation des ressources naturelles dans les mines et dans d'autres industries du Nord. Le Nord n'est-il pas la pierre angulaire de notre économie à cause de ses richesses naturelles non exploitées? Il va de soi que nous voulons avoir des gens qui exploitent ces ressources pour notre compte. Nous voulons retenir là-bas les gens capables de le faire.

Peut-être le ministre songerait-il à élargir la définition du prêt-logement en fonction de sa profession. Je pense en particulier aux régions éloignées. Le logement a toujours été un problème dans ces régions-là et j'aimerais qu'un amendement prévoit le prêt grâce auquel il sera possible ou plus facile à un employé d'acquérir une maison pour exercer sa profession. Pourriez-vous élaborer là-dessus?

M. Chrétien: Monsieur le président, je crois avoir expliqué certains problèmes au député et je ne peux pas me rétracter car si nous nous rendions au désir du député, nous courrions le

[M. Smith (Churchill).]

risque d'aller trop loin et d'amoinrir le projet qui a effectivement pour but d'encourager les gens à déménager dans certaines régions. S'il avait l'air d'une porte ouverte sur toutes sortes d'abus, le programme pourrait perdre de sa crédibilité et devenir plus nuisible qu'utile.

La limite de 25 milles, celle que la loi sur l'impôt sur le revenu prévoit dans le cas des exemptions pour frais de déménagement: ce chiffre est déjà accepté comme faisant partie intégrante du régime et je ne vois pas pourquoi nous compliquerions davantage la loi de l'impôt en ayant différents types d'exemption pour une chose et pour une autre. Ces chiffres sont toujours arbitraires, à mon avis. Nous avons dû accepter la limite de 25 milles qu'un de mes prédécesseurs a jugé comme étant un bon moyen d'établir ce genre d'exemption ou de dépenses.

M. Smith (Churchill): Monsieur le président, j'ignorais quelle était la provenance du chiffre de 25 milles et c'était là-dessus qu'allait partir ma question suivante. Quand vous affirmez ne pas pouvoir tenir compte de circonstances spéciales, je vous rappelle que les fonctionnaires fédéraux qui vivent dans le Nord touchent des indemnités spéciales parce qu'ils se trouvent dans une situation spéciale. Certaines compagnies minières considèrent leurs prêts hypothécaires sans intérêt sur des maisons comme une indemnité spéciale versée à leurs employés habitant le Nord. C'est ainsi qu'elles les considèrent et je le répète, si vous les supprimez, l'industrie aura de la difficulté à garder ces gens dans le Nord. Les gouvernements reconnaissent que le travail et la vie dans le Nord entraînent des frais supplémentaires. Par exemple, il faut chauffer sa maison dix mois de l'année et les notes d'électricité sont beaucoup plus élevées parce que les jours sont plus courts. Les frais de transport à l'extérieur sont très coûteux. Voilà pourquoi les compagnies fournissent des prêts hypothécaires sans intérêt à leurs employés. Elles pourraient j'imagine leur verser une indemnité d'isolement quelconque, mais on s'intéresse en l'occurrence au particulier qui peut devenir propriétaire d'une habitation et profiter d'un dégrèvement fiscal à cet égard. Il ne s'agit pas d'un dégrèvement accordé à une compagnie, mais à l'employé de cette compagnie. Ainsi, l'industrie minière est actuellement en difficulté, de sorte que nous devrions encourager les entreprises en question à faire preuve d'optimisme et à continuer à mettre le Nord en valeur.

J'aimerais signaler au ministre que je me fais du souci au sujet de la possibilité de porter ce montant à \$50,000. Sans doute qu'en raison des conditions qui prévalent dans le Nord, \$50,000 pourraient-ils passer pour une exemption suffisante, puisqu'ils devraient raisonnablement permettre d'acheter la plupart des résidences dans cette région. Par contre, ils seraient largement insuffisants dans l'un quelconque de nos grands centres urbains. Prenons le cas de Toronto, là où une maison décente de trois chambres à coucher coûte dans les \$80,000. Je me demande si quelqu'un s'opposerait à ce que nous haussions cette limite. J'estime donc que nous serions en quelque sorte justifiés de la porter au-delà de \$50,000.